

Sommaire

Actualités du MMAISP

Raymonde Goudou arrache la 2e Place

Le Rassemblement - mardi 25 février 2020

L'Observatoire du service public reçoit le 2e prix d'excellence

L'Inter - mardi 25 février 2020

Reprofilage et voiries: Amedé Kouakou lance des travaux dans le Bélier et l'Agnéby-Tiassa

fratmat.info - lundi 24 février 2020

Fonctionnaires

Voici ce qui est exigé à tous les admis

Le Mandat - mardi 25 février 2020

Société

Les régions du Bélier et de l'Agnéby-Tiassa en voie d'être désenclavées

Le Patriote - lundi 24 février 2020

Politique

«Il ne faut pas voir la politique partout» «Le défi est d'accélérer la cadence»

L'Inter - mardi 25 février 2020

Toute la vérité qu'il faut savoir sur le ministre

L'essor Ivoirien - mardi 25 février 2020

Pourquoi AGC fait tant peur au PDCI

Le Patriote - mardi 25 février 2020

Le ministère de la Promotion de la jeunesse va recruter 37 500 jeunes

Le Jour Plus - mardi 25 février 2020

Conjoncture économique et sociale

“Les médecins en Côte d'Ivoire peuvent traiter un malade du coronavirus”

Le Patriote - mardi 25 février 2020

« 2% à 6% de ménages supplémentaires pourraient basculer dans l'extrême pauvreté d'ici 2030 »

Le Nouveau Réveil - mardi 25 février 2020

Des administrateurs formés sur l'analyse des états financiers

Fraternité Matin - mardi 25 février 2020

Des chiffres de taux de pauvreté bien loin des réalités sociales

Le Journal de l'Economie - lundi 24 février 2020

Prix d'excellence de l'Administration moderne

Raymonde Goudou arrache la 2e Place

Modernisation de l'Administration Que cherche la ministre Raymonde Goudou ?

La double cérémonie de présentation du prix national d'excellence de l'administration moderne la plus innovante et la remise de certificats de fin de formation de HEC-Paris aux cadres managers de l'administration a eu lieu, hier lundi 24 février 2020, à Abidjan, en présence du ministre de la Modernisation de l'administration et de l'innovation du service public, Raymonde Goudou et des points focaux.

A La salle Houphouët-Boigny de l'hôtel du district, le ministère de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public dirigé par Raymonde Goudou Coffie a présenté, hier lundi 24 février 2020, le prix national d'excellence de l'administration moderne la plus innovante. Cette cérémonie visait à informer l'ensemble du personnel et des points focaux sur ce prix d'excellence et à les encourager dans la recherche de l'excellence. "L'objectif du gouvernement est de doter la Côte d'Ivoire d'une administration publique moderne, transparente et orientée citoyen", a fait savoir Raymonde Goudou soulignant que par le passé, les griefs portés sur l'administration étaient la lenteur dans la délivrance des services, le manque de transparence dans la gestion du service public et la faible utilisation des innovations technologiques. Pour répondre à ces préoccupations, la Côte d'Ivoire, au travers de son département, s'est inspirée de plusieurs modèles. Notamment, celui du Rwanda et la plateforme de dialogues entre l'administration publique et l'utilisateur du royaume du Maroc dénommée "Chicaya". C'est dans ce cadre que le portail "Miliè" est né. "Miliè signifie ma chose, ce qui m'appartient, en langue Baoulé. C'est une plateforme numérique de recueil et de traitement des préoccupations des usagers de l'administration publique et des services publics", a-t-elle expliqué. Le deuxième prix de la première édition du prix national d'excellence de l'administration moderne la plus innovante a été décerné à l'Observatoire du service public (OSEP), 0 travers la conception du portail "Miliè" en 2019. "C'est un outil innovant, qui a valu à mon département ministériel, le 2e prix national d'excellence de l'administration publique moderne la plus innovante après l'Inspection des finances, en dépit de son très jeune âge", s'est réjoui la ministre avant de revenir sur les statistiques du portail "Miliè". "En 2019, ce sont 2 085 requêtes qui ont été exprimées par les usagers dont 80% ont été traitées avec un taux de satisfaction des usagers de 80%. De janvier à mi-février 2020, ce sont 1 241 requêtes qui ont été

exprimées dont 95% traitées avec un taux de satisfaction des usagers de 99%. 10% des données recueillies constituent des motions de félicitations et d'encouragement à l'endroit de notre ministère". Tout en félicitant son équipe, elle lui a lancé le défi de ravir la première place de ce prix d'excellence en 2020. Notons qu'à cette cérémonie a eu lieu la remise de certificats de fin de formation de HEC-Paris aux cadres managers de l'administration.

MARIE NOËLLE KOUASSI

DISTINCTION / La ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service public, Raymonde Goudou Coffie, a officiellement remis à Roxane Kouadio, directrice de l'Observatoire du service public [Osep], le deuxième prix national d'excellence 2019 de l'Administration moderne la plus innovante.

L'Observatoire du service public reçoit le 2e prix d'excellence



La ministre Raymonde Goudou Coffie (6e à partir de la droite) a remis les certificats aux managers de l'administration. (Ph. DR)

Konan Payne, elle a reconnu les qualités professionnelles de la directrice de l'Osep et a souligné l'importance de son rôle dans l'efficacité et les performances de l'administration et du service public. Au cours d'une seconde cérémonie, la ministre a remis des certificats de fin de formation d'HEC-Paris à 16 cadres managers de l'administration, issus de son département, qui ont participé à des sessions de renforcement de capacités des fonctionnaires et agents de l'Etat.

DÉSIRÉE KONAN

La ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service public, Raymonde Goudou Coffie, a officiellement remis à Roxane Kouadio, directrice de l'Observatoire du service public [Osep], le deuxième prix national d'excellence 2019 de l'Administration moderne la plus innovante. Le prix, doté d'un trophée, d'un diplôme et d'un chèque de 1,5 millions fcfa offerts par le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, a été décerné, dans le cadre de la première édition du prix national d'excellence. L'Osep a reçu ce prix pour avoir créé le portail du citoyen «Milié». Cette distinction s'est faite au cours d'une cérémonie tenue lundi 24 février 2020, à la salle Félix Houphouët-Boigny de l'hôtel du district d'Abidjan-Plateau. À cette occasion, Raymonde Goudou Coffie a révélé les statistiques du portail. « En 2019, ce sont 2085 requêtes qui ont été exprimées par les usagers dont 80% ont été traitées avec un taux de satisfaction de 80%. De janvier à mi-février 2020, ce sont 7247 requêtes qui ont été exprimées dont 95% traitées avec un taux de satisfaction de 29%. 70% des données recueillies constituent les motions de félicitations et d'encouragement à l'endroit du ministère de la Modernisation de l'administration et de l'innovation du Service public», a-t-elle confié. Elle a par la suite traduit sa satisfaction et sa fierté à la directrice de l'Osep, pour son esprit d'initiatives ainsi que d'abnégation au travail, et a engagé ses collaborateurs à faire du 1er prix, leur défi pour 2020. Quant à la conseillère du Premier ministre chargée de la modernisation de l'État, Marie

Le 21 février, le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Dr Amedé Kouakou, a procédé, à Toumodi (centre), au lancement des travaux de reprofilage des routes en terre de la région du Bélier et des travaux de voirie de la ville de Toumodi.

Reprofilage et voiries: Amedé Kouakou lance des travaux dans le Bélier et l'Agnéby-Tiassa



Le 21 février, le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Dr Amedé Kouakou, a procédé, à Toumodi (centre), au lancement des travaux de reprofilage des routes en terre de la région du Bélier et des travaux de voirie de la ville de Toumodi. La cérémonie qui a eu pour cadre la cour de la sous-préfecture de la ville a été rehaussée par la présence de la ministre Raymonde Goudou Coffie de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du service public et du ministre de la Culture et de la Francophonie, Bandaman Maurice. Représentant le Premier ministre, Amedé Kouakou a décliné, à travers son discours, la politique de développement prônée par le Chef de l'État Alassane Ouattara et mise en application par le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly. Toumodi dont la voirie est vétuste, selon les services du ministère de l'Équipement et de l'Entretien routier bénéficiera de six Km de voirie, pour un coût de 2,2 milliards de FCfa. Le département bénéficiera également du reprofilage de 654 Km de routes en terre.

Par la suite, le ministre s'est rendu à Taabo pour une cérémonie identique, selon ses services ; à savoir le lancement des travaux de réhabilitation de l'axe autoroute du Nord- Taabo long de 20 Km et les travaux de reprofilage des routes en terre de la région de l'Agnéby-Tiassa. Taabo bénéficiera de cinq km de voirie. Tous ces travaux s'inscrivent dans le Programme social du gouvernement (PsGouv), qui vise l'amélioration des conditions de vie des populations par le développement des infrastructures routières à travers tout le pays. Ils devraient contribuer à

améliorer la mobilité et le cadre de vie des populations d'une part, et contribueront à réduire le nombre d'accidents à travers une meilleure sécurité routière d'autre part.

Emploi jeunes

Toujours dans le cadre de la mise en œuvre du PsGouv, Amedé Koffi Kouakou, le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, accompagné de son collègue de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes, Mamadou Touré, a présidé, le 22 février, la cérémonie de remise symbolique de chèques aux jeunes de la région du Lôh-Djiboua (Divo) ayant postulé au Programme d'aide à l'embauche (Pae). Ce programme est un dispositif d'accompagnement qui vise à favoriser l'employabilité des jeunes diplômés en leur permettant d'avoir une première expérience professionnelle.

Financé par l'État, ce programme va permettre à 294 jeunes de la région de pouvoir créer eux-mêmes ou développer des Activités génératrices de revenus (Agr). Amedé Koffi Kouakou a, lors de cette cérémonie, remercié le ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes pour tous les efforts fournis en vue de l'insertion durable des jeunes de la région à travers l'Agence emploi jeunes. A l'occasion, il a exhorté les récipiendaires à faire bon usage des ressources mises à leur disposition afin de contribuer au développement économique et au rayonnement du pays.

ANOH KOUAO



Concours administratifs 2019 / Après la proclamation des résultats

Voici ce qui est exigé à tous les admis

**FONCTION PUBLIQUE/ CONCOURS
ADMINISTRATIFS 2019**

**Ce qui est exigé
aux admis**

Le 14 février 2020, les résultats des différents concours administratifs de la Fonction publique, au titre de l'année 2019, ont été dévoilés. Désormais, cap est mis sur la tenue de l'édition 2020 du concours. Parmi les admis de l'an 2019, il y a un certains candidats qui ont été reçus à plusieurs concours, en même temps. Le Ministère de la Fonction Publique vient de produire un important communiqué à leur intention. L'heure de la clarification est arrivée. Ledit communiqué mentionne ce qui suit. «(...) Aussi invite-il les candidats admis à plusieurs concours à se rendre, impérativement, au hall multimédia « Gon Coulibaly » de l'immeuble CHICHET, du Ministère de la Fonction Publique, du mardi 03 au vendredi 27 Mars 2020 pour les formalités relatives à la prise en compte du choix définitif », indique un pan du communiqué. Cette étape une fois achevée, devrait permettre à la Fonction Publique de disposer de données claires et précises sur les différents admis et les différents types de concours. Toute chose qui va boucler le cycle des concours administratifs de l'année 2019. Dans quelques semaines, la Fonction publique qui prépare, activement, la tenue des concours administratifs devrait les lancer, officiellement. L'on saura, à cette date, les types de concours retenus et le nombre de postes budgétisés, prévus pour 2020.

VINCENT BOTY

Infrastructures routières / Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amedé Koffi Kouakou, a simultanément lancé, le vendredi 21 février, le désenclavement des régions du Bélier et de l'Agneby-Tiassa.

Les régions du Bélier et de l'Agneby-Tiassa en voie d'être désenclavées



Selon le ministre Amedé Koffi Kouakou la dynamique va se poursuivre

milliards de FCFA). Il en est de même pour la route Taabo-Autoroute du Nord, longue de 20 km, qui sera réhabilitée (environ 4 milliards de FCFA). Le ministre Amedé Koffi Kouakou avait à ses côtés les ministres Maurice Bandaman (Culture) et Raymonde Goudou Coffie (Modernisation de l'administration et du Service public).

RAHOUL SAINFORT

Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amedé Koffi Kouakou, a simultanément lancé, le vendredi 21 février, le désenclavement des régions du Bélier et de l'Agneby-Tiassa. Dans la première région citée, ce sont 654 km de route en terre qui seront reprofilées pour un montant de 1,2 milliard de FCFA. Tandis que dans l'Agneby-Tiassa, 900 km de route en terre bénéficieront de ces travaux de reprofilage dont le coût est estimé à 4 milliards de FCFA. Ces travaux d'envergure entrepris dans de nombreuses régions du pays visent à faciliter l'évacuation des produits agricoles vers les grandes agglomérations pour ainsi lutter contre la cherté de la vie, a expliqué le ministre Amedé Koffi Kouakou à Toumodi et à Taabo où ont eu lieu les cérémonies de lancement, respectivement pour les régions du Bélier et de l'Agneby-Tiassa. À en croire le ministre, le gouvernement entend veiller, à travers ces travaux inscrits dans le programme social du gouvernement (PS-GOUV), à une redistribution des richesses. C'est dans ce sens que les tâches sont confiées aux PME locales. À celles-ci, le ministre a indiqué clairement indiqué qu'il veillera au respect scrupuleux du cahier des charges afin de garantir aux populations des infrastructures de qualité. "Nous allons veiller à la stricte observance du cahier des charges", s'est engagé le ministre. Selon Amedé Koffi Kouakou, l'Etat entend maintenir cette dynamique de développement devant assurer son émergence. "Notre pays doit maintenir cette marche vers l'émergence grâce à l'intensification des travaux de développement", a-t-il soutenu. Parallèlement à ces travaux de reprofilage, la ville de Toumodi bénéficiera du bitumage et de la réhabilitation de 6 km de voirie (2,2

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DU GOUVERNEMENT - Sidi Touré (Porte-parole du gouvernement):

«Il ne faut pas voir la politique partout» «Le défi est d'accélérer la cadence»



Sidi Touré, porte-parole du gouvernement, a informé sur l'action gouvernementale à travers le PsGouv 2019. (Ph. DR)

PsGouv se présente comme étant *chômage était fixée à 46 % en 2015*

Il a fait le bilan. Sidi Touré, ministre de la Communication et des Médias a informé sur l'action gouvernementale déclinée en Programme social du gouvernement (PsGouv). Au 8e étage de l'immeuble Sciam à Abidjan-Plateau, lundi 24 février 2020, le porte-parole du gouvernement n'était pas seul. Il était en compagnie des experts du ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, de celui l'Emploi et de la Protection sociale et aussi de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme. Selon le ministre, sur des ressources disponibles de 369,5 milliards de fcfa en 2019, les dépenses exécutées se chiffrent au 31 décembre 2019 à 332 milliards de fcfa, soit un taux d'exécution financière de 89,9 % sur des axes stratégiques que sont la santé, l'éducation, l'eau, l'emploi, la solidarité, l'autonomisation des jeunes et des femmes et les infrastructures routières. A huit mois de la présidentielle du 31 octobre 2020, le membre du gouvernement se veut clair : «Il ne faut pas voir la politique partout». Au cours de cette rencontre avec la presse, Sidi Touré n'a pas apprécié que certaines personnes qualifient le PsGouv de campagne «déguisée» du pouvoir à quelques mois de la présidentielle. Selon le ministre, le PsGouv se présente comme étant un programme spécifique d'accélération d'un des volets pris en charge par les différents Programmes nationaux de développement (Pnd) (2012-2015 et 2016-2020). Son ambition, a-t-il dit, est d'apporter la solidarité de la nation aux personnes dites vulnérables et à faibles revenus. «Si dans l'exécution de ces différents programmes ambitieux, l'augmentation du Smig jusqu'à 60.000 F cfa peut être considéré comme une mesure de campagne, c'est vous qui l'apprécierez. Si l'augmentation des salaires

des fonctionnaires tel que constatée sous la gouvernance du président Alassane Ouattara peut être considérée comme étant une mesure de campagne, vous l'apprécierez également. Par ailleurs, la baisse du chômage était fixée à 46 % en 2015 et est descendue en 2018 à 37 % pour se projeter à 35 % en 2020. Si vous considérez cela comme une mesure électoraliste, tant mieux», s'est exprimé Sidi Touré. Pour lui, la politique est faite dans le seul but d'améliorer les conditions de vie des citoyens. «Le président Ouattara et le Premier Amadou Gon sont dans l'allure de l'exécution de leur programme de gouvernement depuis 2011. Donc, il ne faut pas voir la politique partout. La seule ambition qui guide le PsGouv, c'est améliorer le quotidien des Ivoiriens et partager les fruits de la croissance», a-t-il insisté. Le PsGouv 2019 se décline en 156 actions, 67 projets majeurs, 27 réformes et 32 mesures d'accompagnement de l'action sociale. «L'ensemble des activités prévues en 2019 connaît une évolution importante sur le terrain. Les populations commencent à ressentir l'effectivité du PsGouv», a indiqué le ministre, précisant que les points d'attention pour cette année sont : le suivi de la situation d'exécution financière en s'assurant que tous les acteurs jouent leur rôle pour le paiement effectif des opérateurs économiques engagés, le suivi de la qualité des ouvrages et du service rendu à la population pour éviter que des malversations ou des manquements n'entachent le ressenti des populations et la poursuite de la communication sur les réalisations, avec un bilan trimestriel à prévoir en 2020. Le ministre de la Communication et des Médias a fait remarquer que l'approche de la présidentielle de 2020 n'empêchera pas la poursuite du programme. «Nous avons atteint la vitesse de croisière. Nous escomptons aller beaucoup plus en profondeur. Le défi est d'accélérer la cadence», a-t-il dit.



Sortie de Marcel Amon-Tanoh de la Côte d'Ivoire

Toute la vérité qu'il faut savoir sur le ministre



Le week-end dernier, sur les réseaux sociaux, est annoncée la fuite du Ministre des Affaires Etrangères, Marcel Amon Tanoh de la Côte d'Ivoire. Les mêmes informateurs virtuels indiquent que le ministre Tanoh, l'irréductible du président Alassane Ouattara serait en froid avec la haute direction du RHDP parce que le ministre aurait signalé son intention de présenter sa candidature aux élections présidentielles de 2020. Les pro-Gbagbo l'annoncent d'abord en exil au Ghana et ensuite aux Etats-Unis d'où il reviendrait avec sa candidature. Joint au téléphone, hier, un très proche collaborateur du Ministre Amon-Tanoh a fait la lumière sur l'absence du ministre. Selon notre interlocuteur, l'information selon laquelle le ministre serait en fuite relève de la mauvaise foi de certaines personnes qui veulent voir le RHDP voler en éclat. Car le ministre assure notre interlocuteur, est en odeur de sainteté avec le président de la république, le vice-président, le premier ministre et l'ensemble des membres du gouvernement ivoirien. **"C'est du mensonge qui est servi sur la toile"**, fait remarquer notre interlocuteur. Avant de donner la vraie version du voyage du ministre des affaires étrangères. A l'en croire, le ministre est en mission à l'extérieur de la Côte d'Ivoire. Hier, lundi 24 février, il a pris part à l'ouverture de la 43ème session du Conseil des Droits de l'Homme à Genève en Suisse. C'est toute une délégation conduite par SEM Marcel Amon-Tanoh, Ministre des Affaires Etrangères qui prend part à cette session qui a pour objectif de promouvoir la candidature de la Côte d'Ivoire auprès des Etats membres. Pour l'obtention d'un siège au Conseil des Droits de l'Homme pour la période 2021-2023. C'est bien le ministre Amon-Tanoh qui a été choisi par le président de la république et le premier ministre pour défendre la Côte d'Ivoire en Genève. **" Il n'a donc pas fui le pays comme certaines allégations veulent le faire croire"**, signale ce très proche collaborateur du Ministre des Affaires Etrangères. Le RHDP se porte donc très bien et c'est d'un

commun accord que le choix d'un candidat pour octobre 2020 se fera. Au nombre de 47, les membres du Conseil des Droits de l'Homme sont élus pour un mandat de trois ans. Il faut noter que le Conseil est composé de 47 États Membres élus directement au scrutin secret, à la majorité des membres de l'Assemblée générale des Nations Unies. L'Assemblée générale tient compte de la contribution des États candidats à la promotion et à la protection des droits de l'homme, ainsi que des engagements qu'ils ont pris volontairement à cet égard. Sa composition respecte le principe d'une répartition géographique équitable, les sièges étant répartis comme suit: Les États africains ont 13 sièges, les États d'Asie-Pacifique ont 13 sièges, les États d'Amérique latine et des Caraïbes ont 8 sièges, les États d'Europe occidentale et autres bénéficient de 7 sièges et enfin les États d'Europe de l'Est se taillent 6 sièges. Élus pour un mandat de trois ans, les membres du Conseil ne sont pas immédiatement rééligibles après deux mandats consécutifs.

JEANNE AURÉOLE

PRÉSIDENTIELLE / Un aveu qui en dit long sur l'état d'esprit du PDCI aujourd'hui. Le parti d'Henri Konan Bédié, disons-le tout net, est dans les cordes.

Pourquoi AGC fait tant peur au PDCI



Le PDCI et son président sont aux abois

Un aveu qui en dit long sur l'état d'esprit du PDCI aujourd'hui. Le parti d'Henri Konan Bédié, disons-le tout net, est dans les cordes. Pour se donner donc bonne conscience, le PDCI Daoukro veut choisir le candidat du RHDP à sa place. Et comble du ridicule, c'est Henri Konan Bédié et ses sbires qui savent aujourd'hui, ce qui est bon pour le RHDP. Curieusement, le choix du candidat des houpouëtistes les préoccupe que celui de leur parti. Si la honte tuait, Bédié et ses suiveurs seraient déjà morts et enterrés. Les voir s'agiter ainsi autour du RHDP, après avoir claqué bruyamment la porte de ce parti et surtout après avoir déversé leur flot d'injures sur les houpouëtistes, achève de convaincre que Bédié et son PDCI ne savent pas vraiment ce qu'ils veulent. Voilà des gens qui prétendent gouverner le pays et qui veulent donner le bâton à leurs adversaires pour les battre. Drôle de démarche pour le PDCI et ses cadres, visiblement dépassés par les événements, à l'image d'un boxeur groggy sur le ring. A l'analyse, derrière toute cette agitation se cache une grosse fébrilité d'un parti aux abois, en panne de stratégie et d'idées concrètes pour améliorer le quotidien des Ivoiriens. Et comme il n'a donc rien à proposer comme programme ou projet de société aux Ivoiriens, le PDCI s'évertue à chercher le sexe des anges, en pinaillant sur le candidat du RHDP. Tantôt Gon Coulibaly ne fait pas le poids. Tantôt Mabri sera candidat contre Gon Coulibaly... Le PDCI va même jusqu'à dire que l'Elysée a choisi Mabri contre Gon Coulibaly. Des scénarios rocambolesques dignes d'un navet ou d'un film de série B. Rien que des affabulations pour amuser la galerie, et, sans doute, tromper les militants du PDCI. Car comment comprendre qu'un parti qui crie sur

tous les toits qu'il veut gagner les élections décident de faire la morale au camp d'en face. Tel candidat est préféré à tel autre. En réalité, le PDCI, qui a perdu de nombreux cadres valeureux, redoute Amadou Gon Coulibaly comme candidat du RHDP. C'est pourquoi, il travaille, avec pour bras séculiers « Le Nouveau Réveil », à discréditer le chef du gouvernement. Mais, les Ivoiriens ne sont pas dupes. Ils savent que quand on va à un combat, que ce soit sur le terrain politique, sur un terrain de football ou sur ring de boxe, on n'indique pas à son adversaires ses faiblesses. On bâtit sa stratégie sur ses faiblesses pour gagner le combat. Si le PDCI était dans cette logique, personne n'en aurait à redire. Sa propension à opposer les candidats, à faire intervenir l'Elysée dans un débat purement national est suspect. Et si le PDCI pense ainsi saper le moral des troupes chez Alassane Ouattara, c'est peine perdue. Surtout qu'avant Mabri, c'est Marcel Amon Tanoh que le PDCI avait brandi comme un trophée de guerre. Le temps faisant son effet, le porte-voix du PDCI va dans les jours à venir réaliser que l'affaire Mabri n'est qu'un pétard mouillé. Car au RHDP, l'heure est pour le moment à l'occupation du terrain. La question des candidatures n'est pas encore à l'ordre du jour. Le choix du candidat du RHDP ne se fera pas incognito. Elle se fera au moment venu et surtout à une date que le conseil politique décidera. Lors de la présentation de vœux au président du RHDP, Alassane Ouattara s'est voulu clair. Il a annoncé une réunion du Conseil politique qui va décider de la date d'un congrès au cours duquel le candidat du RHDP sera connu. Par ailleurs, selon lui, et à plusieurs reprises, il l'a répété : « tout le monde pourra être candidat ». Mais pour l'heure, contrairement à ce que veut faire croire « Le Nouveau Réveil », aucun cadre du RHDP n'a encore déclaré sa candidature. Le jeudi dernier, Amadou Gon Coulibaly s'est voulu sans ambages. **Les candidatures pas encore ouvertes**

A la question de savoir s'il sera candidat à la présidentielle de 2020, sa réponse a été sans équivoque : « Je suis membre du RHDP. J'ai même l'honneur d'être le président du Directoire de ce parti. Lors de la présentation de vœux de nouvel an du parti à son président, récemment, le président du parti, le président du RHDP, le président de la République, Alassane Ouattara, a indiqué que le Conseil politique du RHDP se réunira bientôt pour définir les modalités et le calendrier de désignation des candidats du RHDP à l'élection présidentielle. C'est la réponse que je peux vous donner. Je suis Premier ministre, j'ai actuellement beaucoup de boulot. » Voilà qui est clair et précis. Interrogés, les services de Mabri Toikeusse n'ont pas

Présidentielle 2020

Pourquoi AGC fait tant peur au PDCI



► Affaire Mabri candidat contre Gon Le démenti du camp Mabri

dit autre chose. « Nous ne confirmons pas cette nouvelle. C'est de l'infox et de l'intox. L'heure n'est pas à la saison des candidatures et dans tous les cas si le ministre Mabri devrait annoncer une quelconque candidature, il le ferait par des canaux crédibles. En sus, nous n'avons pas connaissance de ce que le Premier ministre, ni aucun autre membre du RHDP est pour le moment candidat à quoi que ce soit. Le ministre Mabri est actuellement sur les chantiers de son ministère et attache du prix à la bonne conduite du programme social du gouvernement», a démenti Dr Oumou Dosso, Directrice de la communication du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique. A huit mois de la présidentielle, le PDCI gagnerait à se préparer pour affronter le candidat du RHDP. Les cadres du RHDP sont chaque weekend sur le terrain au contact des populations pour leur apporter un mieux-être. Et non dans l'infox, qui est devenue, hélas, la taxe à café du canard proche d'Henri Konan Bédié.

THIERY LATT



Recensement général de la population et de l'habitat / Nous allons mobiliser toutes nos équipes pour la réussite de ce processus afin qu'il soit une opportunité d'insertion pour les jeunes qui seront retenus.

Le ministère de la Promotion de la jeunesse va recruter 37 500 jeunes



La ministre Kaba Nialé a salué l'implication totale du ministre Mamadou Touré pour la réussite du recensement.

« Nous allons mobiliser toutes nos équipes pour la réussite de ce processus afin qu'il soit une opportunité d'insertion pour les jeunes qui seront retenus. En plus de notre contribution financière, nous mettrons à disposition tout notre dispositif. La plateforme du guichet emploi, les services de l'Agence emploi jeunes procéderont au recrutement de ces jeunes ». C'est en ces termes que le ministre de la Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Mamadou Touré s'est engagé à contribuer au recrutement et à la formation des 37 500 jeunes qui procéderont au recensement général de la population et de l'habitat du 20 avril au 15 mai 2020. Une convention a été signée dans ce cadre hier au ministère du Plan et du développement par l'administrateur de l'Agence Emploi jeunes, Jean-Louis Kouadio et le directeur national du recensement, Doffou N'Guessan. Selon les clauses de ce partenariat, le ministère du Plan et du développement, par le biais de son bureau technique permanent du recensement (Btpr) prévoit lancer des appels de recrutement et de formation de 37 500 jeunes âgés de 18 à 45 ans. Pour sa part, le ministère de la Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, à travers l'Agence emploi jeunes (Aej) contribue à cette formation en apportant son appui au recrutement et à la formation de ces jeunes pour un budget de 1 009 974 000 F Cfa. Les services du ministre Mamadou Touré participeront aux sessions de renforcement de capacités, assureront le suivi des activités du programme de formation et suivront l'inscription des bénéficiaires sur la plateforme en ligne du recensement. Pour être retenu, les postulants devront être ivoirien âgés de 18 à 45 ans. Avoir un niveau d'étude correspondant au minimum à la classe de 1ère de l'enseignement général ou technique. Savoir utiliser une tablette informatique ou technique. Avoir une

connaissance en logiciel bureautique (Word, Excel, Powerpoint). Etre en bonne santé physique, mentale et intellectuelle. Etre libre de tout engagement sur toute la période d'avril à mai 2020. Etre capable de travailler en équipe et sous pression. Avoir le sens du respect du secret professionnel. Etre résidant de la localité de candidature. Savoir parler la langue locale, avoir une expérience en collecte de données d'enquêtes sur support numérique, savoir aller en moto sont des atouts. Les postulants peuvent contacter le Btpr ou les services de l'Agence emploi jeunes. Avant de lancer le processus de recrutement des agents recenseurs, le ministre du Plan et du développement, Kaba Nialé s'est félicité de la présence effective du Ministre Mamadou Touré dont elle a salué l'implication totale pour la réussite de ce processus.

DIABATÉ FRANCK BOYO

INTERVIEW / DR COULIBALY DAOUDA (SOUS-DIRECTEUR DE L'INHP) / C'est l'épidémie qui donne des sueurs froides à tout le monde actuellement. L'épidémie du coronavirus (Covi-19) déclenchée en Chine, c'est de cela qu'il s'agit, est en train de se muer en pandémie.

“Les médecins en Côte d'Ivoire peuvent traiter un malade du coronavirus”



« Les personnes qui rentrent de la Chine remplissent un formulaire et donnent l'adresse de leur résidence »

Pratiquement tous les continents, sauf l'Afrique pour le moment, sont touchés. Ce n'est pas pour autant qu'il faut jubiler car la menace est à la porte. L'Oms a même dressé une liste de 13 pays identifiés comme à risque. La Côte d'Ivoire en fait partie. Dans cet entretien, Dr Coulibaly Daouda, sous directeur de l'Institut national de l'hygiène publique, explique les mesures prises par le pays.

Le Patriote : La Côte d'Ivoire fait partie des 13 pays identifiés par l'OMS comme pays à risque concernant le coronavirus (covid-19). Est-ce à dire que le pays va connaître l'épidémie ? **Dr Coulibaly Daouda :** Non, pas forcément. Le fait d'identifier la Côte d'Ivoire comme pays à risque est lié aux échanges avec la Chine. Notamment, en termes de mouvement de population de la Côte d'Ivoire vers la Chine. C'est pour cela que l'Oms a identifié la Côte d'Ivoire comme pays prioritaire en termes de préparation pour faire face à l'évènement. Mais, avant même cette classification, dès que l'alerte a été donnée en Chine, la Côte d'Ivoire a mis en place une série de mesures pour faire face à l'évènement.

LP : Lesquelles ? **Dr CD :** La première des choses, c'est de renforcer le contrôle sanitaire aux points d'entrée. C'est-à-dire à l'aéroport, au port et aux frontières terrestres. Cette mesure vise à faire en sorte que le virus n'entre pas en Côte d'Ivoire. Deuxième objectif, si malgré ces efforts, la maladie advient dans notre pays, il faut pouvoir détecter très rapidement le phénomène et le mettre sous contrôle. Pour ce faire, on renforce la surveillance épidémiologie au niveau de tous les établissements sanitaires. Il s'agit pour nos acteurs de santé de voir les personnes en provenance de la Chine. Pas seulement les Chinois. Que ce soit les Ivoiriens, les Ghanéens ou toute autre nationalité. Si vous revenez de la Chine récemment et si 14 jours après la date d'arrivée, vous présentez les signes évocateurs du Covid-19 (fièvre, toux, difficultés respiratoires), vous êtes suspectés comme cas de Covid-19, mais vous n'êtes pas un cas confirmé. On va vous faire un prélèvement nasovarigien et l'envoyer à l'Institut Pasteur pour analyse.

LP : De nombreux Chinois qui étaient dans leur pays pour les fêtes de fin d'année font leur retour. Qu'est-ce que vous faites lorsque ces personnes arrivent ? **Dr CD :** Quand les personnes en provenance de la Chine rentrent chez nous, elles font l'objet de suivi médical. Elles font ce qu'on appelle une quarantaine volontaire à domicile. Donc des équipes de l'Institut national de l'hygiène publique visitent ces personnes, prennent leur température 2 fois par jour et recherchent la survenue de signes respiratoires. Si au cours du suivi vous présentez ces signes, vous devenez suspect. Si au terme des 14 jours vous ne présentez pas de signes vous êtes considéré comme un cas exclu. Vous pouvez tranquillement vaquer à vos occupations.

LP : Qu'en est-il des Chinois qui dès leur arrivée regagnent en même temps leurs chantiers à l'intérieur du pays ? Quelles sont les dispositions que vous avez prises à ce niveau ? **Dr CD :** C'est pour ça que nous sommes avec les directeurs régionaux et départementaux de la santé (Ndlr l'interview a été réalisée en marge d'un atelier regroupant ces directeurs et avait trait à l'installation des équipes médicales d'urgence de la Côte d'Ivoire, ndlr). Ces services de santé déconcentrés font le suivi. Parce que les personnes qui rentrent remplissent un formulaire et donnent l'adresse de leur résidence. C'est vrai que 90% de la population réside à Abidjan et 10% à l'intérieur. Donc les

Coronavirus

Les recommandations du Dr Coulibaly Daouda



informations relatives à ces 10% sont déversées aux acteurs déconcentrés pour faire le suivi.

LP : La Côte d'Ivoire est à combien de cas d'alerte ? Dr

CD : On a des alertes en rapport avec des suspicions de cas. On les gère comme le premier cas a été géré (ce cas concernait le retour d'une étudiante ivoirienne résidant en Chine et qui, dans l'avion, présentait les signes évoqués ci-dessus). Donc le cas suspect est isolé. Le prélèvement est fait et acheminé à l'Institut Pasteur. On attend le résultat. S'il est négatif, on le libère.

LP : Si on a un cas positif, comment va se faire la prise en charge ? Dr

CD : Le malade va être interné à l'hôpital pour traitement. Donc prise en charge du malade. Ses contacts sont identifiés par des équipes et sont suivis sur 14 jours. Si au cours du suivi, un des contacts développent des signes, il devient suspect. Si au terme du suivi aucun ne développe de signe, il n'y a pas de soucis. Voici comment le malade est pris en charge.

LP : Est-ce qu'on est capable de traiter cette maladie en Côte d'Ivoire ? Dr

CD : Oui, totalement. La maladie est traitée comme en Chine, en France. Il n'y a pas un traitement spécifique du coronavirus. On traite les symptômes du malade. S'il est déshydraté, on l'hydrate ; s'il est anémié on le transfuse ; s'il a la fièvre on traite sa fièvre ; s'il a la diarrhée on traite sa diarrhée. Donc les médecins en Côte d'Ivoire peuvent traiter un malade de coronavirus

LP : Que dire à la population face à cette épidémie ? Dr

CD : De ne pas céder à la panique. De respecter les mesures de prévention qui sont très simple. Se laver les mains avec de l'eau et du savon, tousser dans un mouchoir et après se laver les mains, jeter le mouchoir dans la poubelle, éviter le contact étroit avec quelqu'un qui présente la fièvre et la toux.

DAO MAÏMOUNA,

Lutte contre le changement climatique / Adama Coulibaly, ministre de l'Économie et des finances

« 2% à 6% de ménages supplémentaires pourraient basculer dans l'extrême pauvreté d'ici 2030 »



Le ministre de l'Économie et des finances, Adama Coulibaly, a présidé, hier à Sofitel Hôtel Ivoire, la cérémonie d'ouverture de la 4^{ème} session des sherpas de la Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique. Il a rappelé, à cette occasion, que l'objectif de cette session est d'évaluer la mise en œuvre du plan d'action commun de la Coalition officiellement lancé le 09 décembre 2019, en marge de la COP25, à Madrid. Adama Coulibaly a émis également des inquiétudes au cours de cette rencontre dont le thème central porte sur: « Le rôle des Ministres des Finances dans l'implémentation des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) ». « Sur le plan social, il ressort également que le changement climatique pourrait faire basculer entre 2% à 6% de ménages supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici 2030. Ce qui augmenterait de un million, le nombre d'Ivoiriens vivant en dessous du seuil de la pauvreté (personnes vivant avec moins de 1,90 USD par jour) (...) Si l'on s'en tient aux

estimations de pertes économiques du groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les risques, d'ici 2040, s'estiment entre 2 et 4% du PIB pour les pays d'Afrique. C'est dire que nous allons perdre d'importantes ressources en termes de PIB si rien n'est fait pour adresser la problématique du climat » a-t-il dit avant de poursuivre en ces termes. « En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, ces incidences sont perceptibles à plusieurs niveaux, notamment l'agriculture, pilier de notre économie, la santé et le cadre macroéconomique. S'agissant de l'agriculture, les ressources naturelles, notamment l'eau et les sols, sont fortement exposés aux effets des variations climatiques, à savoir le dérèglement des saisons, ainsi que la qualité et la quantité des vents et précipitations. Au niveau de la santé, ce sont de nombreuses pertes en vies humaines qui sont enregistrées chaque année avec les inondations et les éboulements. Quant à l'économie, la variation climatique, perçue comme un phénomène aléatoire, influence la prévisibilité des ressources budgétaires ». A l'en croire, toutes ces constatations appellent à la mise en œuvre d'une transition ordonnée vers une économie mondiale respectueuse de l'environnement et résiliente, à travers notamment l'utilisation des énergies renouvelables, des systèmes de transport écologiques et résilients, d'une agriculture climato-intelligente et des villes durables. « Toutefois, cette transition nécessite des financements importants difficilement mobilisables dans le système financier classique. La problématique de la finance climatique se pose donc avec acuité et constitue ainsi une priorité à travers le monde et en particulier dans les pays africains. Elle devrait permettre de mobiliser les ressources pour financer les mesures d'adaptation et d'atténuation contenues dans les CDNs, en vue de favoriser un développement mondial durable. Dans cette perspective, le principal objectif de la Coalition est d'assurer une meilleure contribution des Ministres des Finances à l'action mondiale de réduction des émissions, à travers l'implémentation des mécanismes, instruments et des bonnes pratiques en matière de finance durable (prêts d'investissement, lignes de garanties et de refinancement, emprunts obligataires, de lignes de crédit verts, tarification carbone) » a expliqué le ministre ivoirien en charge des Finances. Le ministre ivoirien de l'Environnement, Joseph Séka Séka, a rappelé, pour sa part, que la Côte d'Ivoire a pris l'engagement de réduire ses émissions de gaz à effet de

serre de 28% à l'horizon 2030 et d'améliorer la résilience de 11 secteurs vitaux, notamment l'agriculture avec l'aquaculture, l'utilisation des terres, les forêts, ressources en eau, l'énergie, des zones côtières, la pêche, les infrastructures pour les habitats, le transport pour les routes, la santé publique et les genres. Le co-président de Contributions Déterminées au niveau National, Yvette Daoud, a invité les pays à proposer de nouvelles CDN. Le directeur du département changement climatique, Dr Anthony Nyong, représentant le président de la BAD, a renouvelé l'engagement de l'institution à accompagner l'initiative en cours. Le directeur des opérations de la Banque mondiale en Côte d'Ivoire, Coralie Gevers, a promis, quant à elle, d'assurer, à travers également l'institution, l'appui technique. Notons que la rencontre prend fin demain.

FRANÇOIS BECANTHY



Gouvernance des entreprises / Une vingtaine de membres de conseils d'administration d'entreprises publiques et privées reçoivent, depuis hier, à l'hôtel Azalaï, une formation sur l'analyse des états financiers en lien avec le Syscohada révisé.

Des administrateurs formés sur l'analyse des états financiers



Les participants à la session après la cérémonie d'ouverture.
(Photo: Dr)

mais simplement pour s'assurer que les choses sont faites dans les règles communautaires », a-t-il expliqué. Le Syscohada ou Système comptable de l'espace Ohada (Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires, Nldr) a été révisé en 2018. Cette révision vient préciser les règles d'évaluation et de comptabilisation des éléments et opérations tels que les frais accessoires d'acquisition d'immobilisations et de marchandises et les états financiers. Ce système n'est pas encore bien maîtrisé aussi bien par les spécialistes de la comptabilité que par les organes de contrôle. L'Inad-CI est très active dans la formation des administrateurs en vue d'une meilleure gouvernance des entreprises publiques et privées ivoiriennes. Le dernier programme qu'il est en train de conclure est le certificat des administrateurs de sociétés publiques de Côte d'Ivoire

FAUSTIN ÉHOUMAN

Une vingtaine de membres de conseils d'administration d'entreprises publiques et privées reçoivent, depuis hier, à l'hôtel Azalaï, une formation sur l'analyse des états financiers en lien avec le Syscohada révisé. Cette session de formation de deux jours est organisée par l'Institut national des administrateurs de Côte d'Ivoire (Inad-CI) et le formateur est Drissa Koné, expert-comptable diplômé, président de l'Ordre des experts-comptables de Côte d'Ivoire (Oec-CI). Les participants sont constitués de présidents de conseils d'administration, d'administrateurs, de présidents de comités d'audit et de directeurs généraux. Selon le directeur exécutif adjoint de l'Inad-CI, Azouma Manamassé, qui a prononcé le discours d'ouverture, la session vise à optimiser les compétences des participants afin qu'ils disposent de meilleurs outils pour maîtriser les aspects financiers de leurs différentes entreprises. « C'est l'une des missions du conseil d'administration que d'arrêter les comptes. Or, pour le faire, il faut avoir une information financière de qualité et disponible à temps. A travers cette session de formation, l'Inad-CI veut amener les administrateurs à mieux comprendre et analyser les informations financières qui sont mises à leur disposition. Bien sûr que ce n'est pas dans une démarche policière,

Côte d'Ivoire / Le 20 février 2020, à l'occasion d'une conférence de presse au Plateau, le Premier ministre Ivoirien Amadou Gon Coulibaly s'est réjoui de la baisse du taux de pauvreté qui a atteint 37,2%...

Des chiffres de taux de pauvreté bien loin des réalités sociales



Selon le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly, le taux de pauvreté en Côte d'Ivoire s'est établi à 37,2% en 2018 (Ph DR).

Le 20 février 2020, à l'occasion d'une conférence de presse au Plateau, le Premier ministre Ivoirien Amadou Gon Coulibaly s'est réjoui de la baisse du taux de pauvreté qui a atteint 37,2% en 2018 contre 51% en 2011. Des chiffres qui, à l'analyse, reflètent très peu les réalités de la majorité des ivoiriens. Retour en grâce pour le taux de pauvreté en Côte d'Ivoire, pourrait-on dire. Lors de sa traditionnelle conférence de presse organisée le 20 février 2020 au plateau, le premier ministre ivoirien Amadou Gon Coulibaly a indiqué que, selon les résultats provisoires de la dernière enquête sur le niveau de vie des ménages réalisée en 2018 par le gouvernement, le taux de pauvreté s'est établi à 37,2%, contre 46,3% en 2015 et 51% en 2011. Cette tendance baissière du taux de pauvreté (prévu pour atteindre 35% fin 2020) s'explique, selon Amadou Gon Coulibaly, par la bonne gestion des finances publiques, l'augmentation des salaires des fonctionnaires, la fixation des prix rémunérateurs pour les produits agricoles et un meilleur accès des populations à l'eau potable, à l'électricité, à l'éducation et aux soins de santé.

Une pauvreté encore omniprésente

Si les nouvelles données sur le niveau de pauvreté en Côte d'Ivoire montrent une forte amélioration de cet indice, celui-ci reste cependant à relativiser. Dans un rapport confidentiel, rendu public le 2 août 2018 (au même

moment que l'enquête sur les ménages), les représentants diplomatiques de l'Union européenne (UE) dénonçaient une croissance économique ivoirienne peu inclusive. «La Côte d'Ivoire affiche l'image rassurante d'une stabilité retrouvée, portée par des taux de croissance élevés, mais ses indicateurs sociaux stagnent. La population s'interroge de plus en plus ouvertement sur cette croissance qui ne lui semble pas ou peu bénéfique, et tolère d'autant moins les largesses financières dont bénéficient les cercles du pouvoir. Une "classe dirigeante" dont l'enrichissement ces dernières années est parfois spectaculaire », note le rapport de l'UE. Dérive autoritaire, corruption, flagrantes inégalités sociales sont également pointées du doigt par le rapport de l'Union Européenne. De quoi montrer clairement qu'au-delà des chiffres "souvent cosmétiques" de la pauvreté, la réalité du quotidien de nombreux ivoiriens reste encore exécrable. A la lumière de ce rapport, le gouvernement ivoirien, plutôt que de brandir, tel un "trophée de guerre", ce nouveau taux de pauvreté de 37,2%, gagnerait à s'assurer que les ivoiriens vivent décemment. Notamment par l'accès aux soins de santé et à une éducation de qualité, à des logements décentes, à des emplois rémunérateurs de même qu'à des revenus substantiels, véritables gages de leur bien-être.

ARSÈNE YAPI